

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 = 1053

27 OCTOBRE 1988. — Décret sur les carrières (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par l'Administration : le Service Ressources du Sous-sol de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 2. Les carrières sont les exploitations assurant l'extraction et la mise en valeur des masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface et qui ne sont pas classées comme mines.

Art. 3. Les dépendances de carrières sont les installations établies ou non au voisinage des exploitations, nécessaires à la mise en valeur des produits y extraits.

Elles comprennent notamment, avec les moteurs et appareils y installés, les dépôts des produits extraits de la carrière, avant, pendant ou après transformation, les dépôts des différentes matières utilisées dans la transformation des produits extraits, les ateliers de lavage, de préparation mécanique ou de transformation physique ou chimique des produits extraits, les installations d'ensachage et d'expédition des produits, les installations de stockage et de préparation des combustibles, les installations d'enrobage des produits extraits, les dépôts de liquides inflammables ou de gaz maintenus comprimés, liquéfiés ou dissous, les installations de compression de gaz, les générateurs et transformateurs d'électricité, les laboratoires, les moteurs à combustion interne, les forges et ateliers de réparation des outils et du matériel de l'exploitation, les magasins servant de dépôts aux substances nécessaires à l'exploitation à l'exclusion des explosifs. Sont également considérées comme dépendances celles de ces installations qui, exploitées par un tiers, sont situées dans l'enceinte de la carrière ou au voisinage de celui-ci.

Sont néanmoins exclus des dépendances les bâtiments de logement ainsi que les accès et voiries situés hors périmètre de l'exploitation.

TITRE II. — Des carrières

CHAPITRE I^{er}. — Des permis d'extraction

Art. 4. Les carrières et leurs dépendances sont soustraites au régime des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Elles ne peuvent être exploitées qu'en vertu du permis d'extraction visé à l'article 14.

Art. 5. Les permis d'extraction sont délivrés en conformité avec les prescriptions des plans de secteur établis en application du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.

CHAPITRE II. — De la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières

Art. 6. Il est institué une Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières. Cette Commission se compose pour un tiers de fonctionnaires, pour un tiers de représentants des exploitants et pour un tiers de représentants des intérêts divers, désignés par l'Exécutif.

L'Exécutif détermine le nombre de membres de la Commission, les modalités de présentation de ceux-ci et le fonctionnement de la Commission.

Art. 7. La Commission régionale a pour mission :

- a) d'informer l'Exécutif de tous les aspects afférents à l'exploitation et à l'extraction dans les carrières;
- b) de donner un avis sur les projets de travaux d'infrastructure en regard de l'exploitation rationnelle de matières minérales;
- c) de faire des propositions sur la révision éventuelle des plans de secteur;
- d) de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'Exécutif.

CHAPITRE III. — Du droit d'occupation et d'exploitation des terres d'autrui

Art. 8. A défaut du consentement du propriétaire, l'Exécutif peut donner le droit à toute entreprise qui en fait la demande, d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui en vue d'assurer l'approvisionnement d'un siège d'exploitation où l'on extrait ces mêmes substances depuis cinq ans au moins, à condition que ces terres soient enclavées dans son champ d'exploitation ou y fassent saillie et qu'elles entravent l'exploitation économique et rationnelle du gisement et pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet du droit ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

(1) Session 1988-1989

Documents du Conseil. — N° 52 (SE 1988), nos 1 à 5.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du mercredi 19 octobre 1988. — Discussion. — Vote.

La procédure à suivre pour l'obtention de tels droits est définie par l'Exécutif et comprendra notamment une enquête publique.

Le bénéficiaire du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui doit au propriétaire une indemnité qui, à défaut d'accord de gré à gré entre les parties, sera déterminée selon la procédure prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE IV

De l'acquisition, du remembrement et de la mise à disposition d'immeubles à l'usage de l'exploitation

Art. 9. La Région, les provinces, les communes et les personnes de droit public désignées par l'Exécutif, peuvent procéder à l'expropriation et à l'acquisition pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à l'exploitation, à l'aménagement de leurs voies d'accès ou aux travaux complémentaires d'infrastructure et pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet de l'expropriation ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

Les provinces, les communes et les personnes de droit public doivent être autorisées à cette fin par l'Exécutif.

Art. 10. Un plan est joint à l'arrêté. Il indique la situation, les limites des emprises ainsi que les limites des terrains à l'usage de l'exploitation, les voies d'accès et les travaux complémentaires d'infrastructure.

Art. 11. § 1er. L'arrêté est précédé d'une enquête publique d'une durée de quinze jours, faite par les soins de l'expropriant. En outre, celui-ci adresse un avertissement à chacune des personnes qui, selon les indications du cadastre, sont propriétaires ou copropriétaires des immeubles compris dans les terrains susdits ou des immeubles nécessaires à l'aménagement des voies d'accès de ces terrains ou aux travaux complémentaires d'infrastructure.

Les chemins qui traversent les immeubles expropriés sont désaffectés. Les servitudes qui grèvent ces immeubles sont éteintes.

Le droit de rétrocession prévu par l'article 23 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ne peut être invoqué pour les expropriations visées par le présent article.

§ 2. a) Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les Comités d'acquisition d'immeubles institués auprès du Ministre qui a les finances dans ses attributions peuvent être chargés de procéder à toutes les acquisitions ainsi que d'exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation d'immeuble à effectuer en application du présent décret. Les présidents des Comités d'acquisition sont compétents pour représenter en justice la personne de droit public expropriante.

Lorsqu'elle ne fait pas appel au Comité, la personne de droit public doit soumettre au visa de celui-ci toute offre qu'elle compte faire à l'amiable ou en justice; ce projet d'offre est accompagné d'un rapport justificatif. Le Comité doit notifier son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier concernant le projet d'offre. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du Comité. L'Exécutif peut passer outre au refus de viser du Comité, par arrêté dûment motivé, et à la demande de la personne de droit public concernée.

b) En cas d'expropriation, il est procédé conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

c) Des expropriations décrétées successivement en vue de la création d'un ensemble nécessaire à l'exploitation industrielle sont, pour l'estimation de la valeur des biens expropriés, considérées comme formant un tout.

Dans l'appréciation de la valeur du bien exproprié, il ne peut donc être tenu compte d'une plus-value par suite de son inclusion dans cet ensemble.

Art. 12. § 1er. Les terrains acquis en application des articles 9 à 11 sont mis à la disposition des utilisateurs par location, amodiation, emphytéose ou vente.

L'acte de mise à disposition doit contenir une clause précisant l'activité économique qui devra être exercée sur le terrain, ainsi que les autres modalités de son utilisation, et notamment la date à laquelle l'activité devrait commencer.

En cas de vente, l'acte doit aussi contenir une clause selon laquelle la Région ou la personne de droit public intéressée a la faculté de racheter le terrain si l'utilisateur cesse l'activité économique indiquée ou s'il ne respecte pas les modalités d'utilisation.

Dans cette hypothèse, et à défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des terrains est déterminé par les Comités d'acquisition d'immeubles institués auprès du Ministre qui a les finances dans ses attributions, agissant dans le cadre de la procédure en matière d'expropriation.

D'autre part, et à défaut d'accord entre les parties, le matériel et l'outillage, les bâtiments construits et l'infrastructure établie depuis que le bien a été cédé par la Région ou par une personne de droit public, sont payés à leur valeur vénale lors du rachat du terrain. Cette valeur est déterminée par les Comités d'acquisition d'immeubles visés à l'alinéa 4.

En cas de vente, l'utilisateur ne peut revendre le bien que moyennant l'accord de la Région ou de la personne de droit public vendeuse; les clauses visées aux alinéas 2 et 3 doivent figurer dans l'acte de vente.

§ 2. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les Comités d'acquisition d'immeubles institués auprès du Ministre qui a les finances dans ses attributions, ainsi que les receivers des domaines ont qualité de procéder sans formalités spéciales et suivant les modalités prévues au paragraphe 1er, à la vente de gré à gré, à la location de gré à gré, pour une période ne dépassant pas nonante-neuf ans, des immeubles acquis ou expropriés en vertu du présent décret ou des immeubles domaniaux, auxquels l'Exécutif déciderait de donner une affectation prévue par le présent décret. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les personnes de droit public peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. Lorsqu'elle ne fait pas appel au Comité ou au receveur, la personne de droit public doit soumettre au visa de l'un de ceux-ci le projet d'acte de vente, de location ou de l'amodiation. Le Comité ou le receveur doit notifier son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du Comité ou du receveur.

En cas de refus de viser, le Comité ou le receveur détermine, en les motivant, les conditions qu'il exige pour donner le visa. Le visa est censé accordé lorsque le Comité ou le receveur laisse écouler le délai déterminé à l'alinéa précédent.

§ 3. L'Exécutif détermine la procédure et les modalités d'octroi, en ce compris l'enquête publique et l'évaluation des incidences sur l'environnement prévues par le décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985, organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

L'Exécutif détermine de même la procédure et les modalités de refus de modification, de suspension, de retrait et le recours du permis.

§ 4. Les décisions du Collège des bourgmestre et échevins et de l'Exécutif sont motivées.

Le permis d'extraction peut notamment être refusé pour les motifs prévus aux articles 42 et 43 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme. Il peut être assorti de conditions ou consentir les dérogations prévues par les mêmes dispositions.

Art. 15. Le permis d'extraction visé à l'article 14 détermine notamment :

- a) les phases d'exploitation;
- b) les mesures à prendre pour réduire les inconvénients causés pour l'environnement par l'exploitation;
- c) les mesures à prévoir, soit au cours des travaux, soit en fin d'exploitation, en vue du réaménagement du sol exploité et le cas échéant, des parcelles affectées par l'exploitation;
- d) le cautionnement visé à l'article 16.

CHAPITRE VII. — Du cautionnement et des conditions générales d'exploitation

Art. 16. Le titulaire d'un permis d'extraction est tenu de fournir, avant le commencement des travaux, un cautionnement destiné à assurer l'exécution de ses obligations en matière de réaménagement du site. Ce cautionnement consistera en la garantie solidaire et irrévocable d'un organisme financier agréé par l'Exécutif à concurrence du montant déterminé par application du présent article.

L'Exécutif établit le mode de calcul des valeurs successives de ce cautionnement en fonction de l'avancement des travaux d'exploitation et de réaménagement déjà effectués.

Art. 17. L'Exécutif détermine les modalités de décharge partielle ou totale octroyée par le Collège des bourgmestre et échevins à l'exploitant qui a satisfait à toutes ses obligations en matière de réaménagement du site, ainsi que les modalités d'appel à la caution lorsque la même autorité constate le non-respect de ces obligations.

Un recours est ouvert à l'exploitant contre les décisions prises en cette matière. L'Exécutif détermine les modalités de ce recours.

TITRE III. — DE LA SURVEILLANCE ET DES SANCTIONS

Art. 18. Chaque carrière et ses dépendances sont placées sous l'autorité d'un responsable d'exploitation faisant partie du personnel de l'entreprise.

Le responsable d'exploitation a pour mission de veiller à l'observation des lois, décrets, règlements et arrêtés dont les fonctionnaires compétents sont chargés d'assurer l'exécution. Il ordonne toutes les mesures qui sont reconnues nécessaires pour assurer le respect de l'alinéa précédent ainsi que pour satisfaire aux mesures que les autorités et les fonctionnaires compétents peuvent imposer dans le cadre de leur mission. Il veille à l'exécution de ces mesures. Il représente l'exploitant auprès des autorités et des fonctionnaires compétents.

Le responsable d'exploitation est désigné par lettre aux fonctionnaires compétents mentionnés à l'article 19. Il contresigne cette lettre pour acceptation.

Art. 19. § 1er. Indépendamment des devoirs conférés aux bourgmestres et officiers de police judiciaire, la surveillance des carrières et de leurs dépendances est assurée par les fonctionnaires compétents selon la distinction ci-après :

1° la haute surveillance des carrières et de leurs dépendances est exercée par les fonctionnaires et agents de l'Administration; ceux-ci sont seuls compétents pour rechercher et constater par procès-verbal les infractions, d'une part, aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution et, d'autre part, aux conditions d'exploitation;

2° par dérogation au 1°, le fonctionnaire délégué visé à l'article 42, § 1er, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, est compétent pour rechercher et constater par procès-verbal, les infractions à l'article 4 du présent décret et aux conditions d'aménagement et de réaménagement des lieux en cours et après exploitation, fixées en vertu de l'article 15c.

§ 2. Une copie du procès-verbal est transmise sous peine de nullité, au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

§ 3. Les fonctionnaires et agents visés au § 1er ont la libre entrée des établissements soumis au présent décret.

L'exploitant tiendra à leur disposition les plans officiels de l'installation ainsi que les textes officiels qui en régissent l'exploitation.

§ 4. L'Exécutif peut déterminer les documents et renseignements que l'exploitant doit établir et fournir aux fonctionnaires susmentionnés pour permettre à ceux-ci d'accomplir leur surveillance. Il peut déterminer la forme de ces documents, la périodicité de leur communication aux fonctionnaires compétents et leur destination finale.

Art. 20. Les fonctionnaires et agents désignés à l'article 19 peuvent, chacun selon leur compétences, ordonner verbalement et sur place au responsable d'exploitation, l'interruption des travaux s'ils constatent que ceux-ci sont exécutés sans permis ou ne sont pas conformes aux conditions du permis d'extraction.

Le procès-verbal de constat est notifié au responsable d'exploitation par lettre recommandée à la poste.

L'intéressé peut, par voie du référés, demander la suppression de la mesure à l'encontre de la Région. La demande est portée devant le Président du tribunal de première instance dans le ressort duquel les travaux d'exploitation ont été accomplis. Le livre II, Titre VI du Code judiciaire est applicable à l'introduction et à l'instruction de la demande.

Les bourgmestres, fonctionnaires et agents précités sont habilités à prendre toutes mesures, en ce compris la mise sous scellés pour assurer l'application immédiate de l'ordre d'interrompre.

Quiconque a poursuivi les travaux ou actes en violation de l'ordre d'interrompre est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois indépendamment des peines prévues à l'article 21.

Dans l'exercice de leur mission, les fonctionnaires et agents mentionnés ci-dessus peuvent requérir l'assistance des autorités constituées.

Art. 21. Est puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de deux mille francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui enfreint les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Est puni de ces mêmes peines, celui qui enfreint les conditions d'exploitation fixées par les arrêtés d'autorisation du Collège des bourgmestre et échevins ou de l'arrêté de l'Exécutif en tenant lieu.

En cas de récidive, dans les deux ans d'une condamnation passée en force de chose jugée encourue pour l'une des infractions prévues par le présent article, les peines sont doublées.

Les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux dites infractions ainsi qu'à celles prévues à l'article 20.

Art. 22. § 1er. Lorsque l'exploitation a été entreprise sans autorisation, le tribunal ordonne en outre à la demande du bourgmestre ou de l'Administration ou du fonctionnaire délégué visé à l'article 42, § 1er, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

- a) soit la remise en état des lieux;
- b) soit l'exécution de travaux d'aménagement.

Le tribunal fixe à cette fin un délai qui ne peut dépasser deux ans.

Les droits de la partie civile sont limités pour la réparation directe à celle choisie par l'autorité compétente, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du condamné.

§ 2. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou que les travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le bourgmestre, l'Administration, le fonctionnaire délégué visé à l'article 42, § 1er, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, la Députation permanente du Conseil provincial et éventuellement la partie civile pourront pourvoir d'office à son exécution. L'Administration ou le particulier qui exécute le jugement a le droit de vendre les matériaux et objets résultant de la remise en état des lieux, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit. Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de la vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

Art. 23. La citation devant le tribunal correctionnel en vertu de l'article 22 est transcrite à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier auteur de l'exploit.

La citation doit contenir la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction, et en identifier le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévue à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913 apportant des modifications à la loi hypothécaire et à la loi sur l'expropriation forcée et réglant à nouveau l'organisation de la conservation des hypothèques.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transaction de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi hypothécaire.

Il en est de même du certificat du fonctionnaire délégué visé à l'article 42, § 1er, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, attestant que le jugement a été exécuté ou que l'intéressé a obtenu de façon définitive le permis prescrit et a exécuté les travaux conformément aux dispositions réglementaires et au permis ou à l'autorisation.

Lorsque les pouvoirs publics ou les tiers sont obligés, par suite de la carence du condamné, de pourvoir à l'exécution du jugement, la créance naissant de ce chef à leur profit est garantie par une hypothèque légale dont l'inscription, le renouvellement, la réduction ou la radiation totale ou partielle sont opérés conformément aux dispositions des chapitres IV et C de la loi hypothécaire.

Cette garantie s'étend à la créance résultant de l'avance faite par eux du coût des formalités hypothécaires qui est à charge du condamné.

TITRE IV. — DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE Ier. — Dispositions modificatives

Art. 24. Un article 45ter rédigé comme suit est inséré dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.

Article 45ter — Par dérogation à l'article 41, le permis est délivré de la manière prévue à l'article 14 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières.

CHAPITRE II. — Dispositions abrogatoires

Art. 25. Sont abrogés les articles 3, 4, 84 à 112 des lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, les articles 8 à 12 de l'arrêté royal du 5 mai 1919, portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines, modifié par la loi du 19 août 1948, et par l'arrêté royal du 20 septembre 1950, en ce qui concerne les minières et carrières souterraines, l'arrêté royal du 14 août 1933 concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert, l'arrêté royal du 15 avril 1959 relatif à la permission d'exploitation des minières, modifié par l'arrêté royal du 11 septembre 1982, les Titres I et II de l'arrêté royal du 2 avril 1935 portant règlement sur la police et la surveillance des carrières souterraines modifié par l'arrêté royal du 4 août 1959. Sont abrogées les dispositions relatives aux carrières et à leurs dépendances contenues dans le Règlement général pour la Protection du Travail et ses annexes.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 26. Les permissions et les autorisations octroyées avant l'entrée en vigueur du présent décret tiennent lieu du permis d'extraction.

Toutefois, le Collège des bourgmestre et échevins peut pour les parties de gisement non encore en phase d'exploitation, imposer au titulaire du permis d'extraction des mesures de réaménagement et de cautionnement.

Par dérogation à l'article 25, les dispositions antérieures sont d'application quant aux litiges introduits sous l'empire des dispositions qu'abroge le présent décret.

La procédure fixée par les articles 16 et 17 pour déterminer les obligations en matière de réaménagement et de cautionnement sera d'application.

Art. 27. Par dérogation à l'article 5, lorsque l'exploitation envisagée se situe dans un site qui n'a pas encore été couvert par un plan de secteur, le permis est délivré par l'autorité compétente suivant les modalités de l'article 14.

CHAPITRE IV. — Coordination

L'Exécutif peut coordonner les dispositions du présent décret avec celles du décret du Conseil régional wallon sur les mines et avec celles des lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par arrêté royal du 15 septembre 1919 dans la mesure où elles portent sur des matières qui relèvent de la compétence de la Région, ainsi qu'avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

4° arrêter l'intitulé de la coordination ou des coordinations;

5° adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 29. Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par l'Exécutif et au plus tard un an après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 octobre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,
B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels,
de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,
E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Technologies nouvelles
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Energie pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1053

14. OKTOBER 1988. — Dekret über die Steinbrüche (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

TITEL I. — BEGRIFFSBESTIMMUNGEN

Artikel 1. Zwecks Anwendung dieses Dekrets versteht man unter « Verwaltung » : den Dienst für Bodenschätze bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

Art. 2. Steinbrüche sind Betriebe, die die Gewinnung und die Verwertung der in der Erde eingeschlossenen oder an der Oberfläche vorhandenen und nicht in die Lagerstätten eingestuftten Massen mineralischer oder fossiler Rohstoffe gewährleisten.

Art. 3. Die Nebenanlagen der Steinbrüche sind die Anlagen, die gegebenenfalls in unmittelbarer Nähe von den Betrieben eingerichtet sind, und die für die Verwertung der dort gewonnenen Rohstoffe notwendig sind.

Sie umfassen insbesondere, nebst den darin montierten Motoren und Vorrichtungen, die Lagerräume für Grubenerzeugnisse vor, während oder nach ihrer Verarbeitung, die Lagerräume für die unterschiedlichen Stoffe, die bei der Verarbeitung der gewonnenen Erzeugnisse benutzt werden, die Waschanlagen, die Anlagen für die Aufbereitung und die physikalische bzw. chemische Verarbeitung der gewonnenen Erzeugnisse, die Pack- und Versandanlagen für die Erzeugnisse, die Anlagen für die Lagerung und die Aufbereitung von Kraftstoffen, die Anlagen für die Umhüllung der gewonnenen Erzeugnisse, die Lagerräume für feuergefährliche Flüssigkeiten oder für in verdichtetem, flüssigem oder aufgelöstem Zustand gehaltene Gase, die Gasverdichtungsanlagen, die Stromgeneratoren und -transformatoren, die Labore, die Verbrennungsmotoren, die Reparaturschmieden und -werkstätten für die Betriebswerkzeuge und -geräte, die Magazine zur Lagerung von für den Abbau notwendigen Stoffen, Sprengstoffe ausgenommen. Als Nebenanlagen gelten auch Anlagen, die innerhalb des Steinbruchbereiches oder in dessen Nähe von einer Drittperson betrieben werden.

Nicht zu den Nebenanlagen zählen jedoch die Wohngebäude sowie die Zufahrtswege und die Gemeindewege, die ausserhalb des Betriebsbereichs liegen.

TITEL II. — STEINBRÜCHE

KAPITEL I. — Gewinnungsberechtigungen

Art. 4. Die Steinbrüche und ihre Nebenanlagen fallen nicht unter die Vorschriften über die gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe. Sie dürfen nur aufgrund der in Artikel 14 erwähnten Gewinnungsberechtigung betrieben werden.

Art. 5. Die Gewinnungsberechtigungen werden in Übereinstimmung mit den in Anwendung der wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches aufgestellten Sektorenplänen erteilt.

(1) Sitzung 1988-1989

Unterlagen des Rates. — Nr. 52 (SE 1988), Nr. 1 bis 9.

Ausführliches Protokoll. — Öffentliche Sitzung am Mittwoch, den 19. Oktober 1988. — Besprechung. — Abstimmung.

KAPITEL II. — Begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb

Art. 6. Es wird ein begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb eingerichtet. Dieser Ausschuss setzt sich zu jeweils einem Drittel aus Beamten, Vertretern der Unternehmer und Vertretern der unterschiedlichen Interessen zusammen, die durch die Exekutive bezeichnet werden.

Die Exekutive bestimmt die Zahl der Ausschussmitglieder, die Modalitäten ihrer Invorschlagbringung und die Arbeitsweise des Ausschusses.

Art. 7. Der Regionalausschuss hat die Aufgabe :

- a) die Exekutive über alle Aspekte des Betriebs und der Gewinnung in den Steinbrüchen zu unterrichten;
- b) ein Gutachten über die Vorhaben von Infrastrukturarbeiten im Hinblick auf die wirtschaftliche Nutzung mineralischer Rohstoffe abzugeben;
- c) Vorschläge über etwaige Sektorenplanänderungen anzumelden;
- d) Stellung über alle Fragen, die ihm durch die Exekutive unterbreitet werden, zu beziehen.

KAPITEL III. — Recht zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke

Art. 8. Falls der Eigentümer nicht zustimmt, darf die Exekutive jedem Unternehmen, das diesbezüglich einen Antrag stellt, das Recht zusprechen, fremde Grundstücke zu benutzen und zu bewirtschaften, um die Versorgung eines Steinwerks, in dem dieselben Rohstoffe schon mindestens seit fünf Jahren gewonnen werden, sicherzustellen, vorausgesetzt, dass diese Grundstücke von seinem Betriebsfeld umschlossen sind bzw. darin hineinragen, und dass sie die wirtschaftliche und rationelle Ausbeutung des Vorkommens beeinträchtigen, und soweit die von diesem Recht betroffenen Lagerstätten nicht für die Fortführung der Gewerbetätigkeit oder für die befriedigende Amortisierung der Anlagen eines ähnlichen benachbarten Unternehmens, in dessen Besitz sie waren, notwendig sind.

Die zwecks Erhaltung solcher Rechte zu beachtende Verfahrensweise wird durch die Exekutive festgelegt und umfasst insbesondere eine öffentliche Untersuchung.

Der Inhaber eines Rechtes zur Benutzung und Bewirtschaftung eines fremden Grundstücks schuldet dem Eigentümer eine Abfindung, die mangels gütlicher Einigung zwischen den Parteien, nach dem durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren bei gemeinnützigen Enteignungen vorgesehenen Verfahren festgelegt wird.

KAPITEL IV. — Erwerb, Zusammenlegung und Bestimmung von Immobilien für den Betriebsgebrauch

Art. 9. Die Region, die Provinzen, die Gemeinden und die durch die Exekutive bezeichneten öffentlichrechtlichen Personen dürfen im öffentlichen Interesse die für den Betrieb notwendigen Immobilien enteignen und erwerben, ihre Zufahrten ändern und die erforderlichen zusätzlichen Infrastrukturarbeiten vornehmen, soweit die von dem Enteignungsrecht betroffenen Lagerstätten nicht für die Fortführung der Gewerbetätigkeit oder für die befriedigende Amortisierung der Anlagen eines ähnlichen benachbarten Unternehmens, in dessen Besitz sie waren, notwendig sind.

Die Provinzen, die Gemeinden und die öffentlichrechtlichen Personen müssen dazu durch die Exekutive ermächtigt werden.

Art. 10. Ein Plan wird dem Erlass beigelegt. Auf diesem Plan werden die Lage, die Grenzen des enteigneten Geländes sowie die Grenzen der für den Betrieb bestimmten Grundstücke, die Zufahrten und die zusätzlichen Infrastrukturarbeiten angegeben.

Art. 11. § 1. Dem Erlass geht eine vom Enteigner durchzuführende öffentliche Untersuchung von fünfzehn Tagen voran. Ausserdem hat dieser die jeweiligen Personen zu benachrichtigen, die laut Katastereintragung Eigentümer oder Miteigentümer der auf den obenerwähnten Grundstücken gelegenen Immobilien oder der für die Anlage der Zufahrten zu diesen Grundstücken oder für die zusätzlichen Infrastrukturarbeiten notwendigen Immobilien sind.

Durch die enteigneten Immobilien führende Wege werden umgewidmet. Die diese Immobilien belastenden Grunddienstbarkeiten erlöschen.

Das in Artikel 23 des Gesetzes vom 17. April 1835 über die Enteignung im öffentlichen Interesse vorgesehene Rückabtretungsrecht kann für die im vorliegenden Artikel erwähnten Enteignungen nicht geltend gemacht werden.

§ 2. a) Welche die öffentlichrechtliche Person auch sein mag, können die beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, eingerichteten Immobilienerwerbskomitees damit beauftragt werden, alle Anschaffungen zu tätigen sowie alle Klagen anzustreben und die in Anwendung dieses Dekrets zu bewerkstellenden Immobilieneinteignungsverfahren einzuleiten. Die Vorsitzenden der Immobilienerwerbskomitees sind befugt, die enteignende öffentlichrechtliche Person gerichtlich zu vertreten.

Zieht die enteignende öffentlichrechtliche Person das Komitee nicht heran, so muss sie diesem jedes Angebot, das sie auf dem freihändigen oder auf dem gerichtlichen Wege zu unterbreiten beabsichtigt, zur Billigung vorlegen; diesem Angebotsentwurf ist ein Rechtfertigungsbericht beizufügen. Das Komitee muss seine Billigung oder seine Billigungsverweigerung innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte, die den Angebotsentwurf enthält, zustellen. Bei Bedarf kann diese Frist auf Antrag des Komitees um einen Monat verlängert werden. Die Exekutive kann die Billigungsverweigerung des Komitees durch ordnungsgemäss begründeten Erlass und auf Antrag der betreffenden öffentlichrechtlichen Person ausser acht lassen.

b) Im Falle der Enteignung wird gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren bei Enteignungen im öffentlichen Interesse verfahren.

c) Nacheinander im Hinblick auf die Einrichtung eines für den gewerblichen Abbau notwendigen Komplexes beschlossene Enteignungen, werden hinsichtlich der Wertschätzung der enteigneten Immobilien als ein Ganzes betrachtet.

Bei der Abschätzung der enteigneten Immobilien darf deshalb ein infolge ihrer Einbeziehung in diesen Komplex erzielter Wertzuwachs nicht berücksichtigt werden.

Art. 12. § 1. Die in Anwendung der Artikel 9 bis 11 erworbenen Grundstücke werden den Benutzern durch Vermietung, Verpachtung, Erbpacht oder Verkauf zur Verfügung gestellt.

Die Zurverfügungstellungsurkunde muss eine Klausel enthalten, in der die wirtschaftliche Tätigkeit, die auf dem Grundstück ausgeübt werden muss, sowie die anderen Verwendungsmodalitäten, insbesondere der Tag, an dem die Tätigkeit beginnen sollte, erwähnt werden.

Im Falle des Verkaufs muss der Vertrag ebenfalls eine Klausel beinhalten, nach der die Region bzw. die betreffende öffentlichrechtliche Person das Recht hat, das Grundstück zurückzukaufen, wenn der Benutzer die angegebene wirtschaftliche Tätigkeit stilllegt, oder wenn er die Verwendungsmodalitäten nicht beobachtet.

In diesem Fall und soweit keine Einigung zwischen den Parteien zustande kommt, wird der Rückkaufpreis für die Grundstücke von den beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, eingesetzten Immobilienerwerbskomitees im Rahmen des Enteignungsvorfahrens festgelegt.

Andererseits und soweit keine Einigung zwischen den Parteien erzielt wird, werden das Material, die Abbaugeräte, die Bauten und die Infrastruktur, die seit der Immobilienabtretung durch die Region oder eine öffentlichrechtliche Person errichtet bzw. angelegt worden sind, nach ihrem Verkaufswert beim Rückwerb des Grundstücks gezahlt. Dieser Wert wird von den in Absatz 4 erwähnten Immobilienerwerbskomitees festgelegt.

Im Falle des Verkaufs darf der Benutzer die Immobilien nur mit der Zustimmung der Region bzw. der veräußernden öffentlichrechtlichen Person weiterverkaufen; die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Klauseln müssen im Weiterverkaufsvertrag angegeben werden.

§ 2. Welche die betreffende öffentlichrechtliche Person auch sein mag, sind die beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, eingesetzten Immobilienerwerbskomitees sowie die Domäneneinnehmer befugt, den freihändigen Verkauf bzw. die freihändige Vermietung der aufgrund dieses Dekrets erworbenen oder enteigneten Immobilien oder der Domänialgüter, für welche die Exekutive eine im vorliegenden Dekret vorgesehene Zweckbestimmung beschliessen würde, ohne besondere Förmlichkeiten, nach den im Paragraph 1 vorgesehenen Modalitäten, und für einen Zeitraum, der neunundneunzig Jahre nicht übersteigt, zu tätigen. Von den im vorliegenden Absatz erwähnten Verträgen dürfen Abschriften ausgestellt werden.

Die betreffenden öffentlichrechtlichen Personen dürfen den Verkauf, die Vermietung oder die Verpachtung der Immobilien, die sie aufgrund dieses Dekrets erworben oder enteignet haben, selbst vornehmen. Wenn die öffentlichrechtliche Person das Komitee oder den Einnehmer nicht heranzieht, muss sie einem der beiden den Entwurf des Kauf-, Miet- bzw. Pachtvertrags zur Billigung vorlegen. Das Komitee bzw. der Einnehmer muss seine Billigung bzw. seine Billigungsverweigerung innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte zustellen. Bei Bedarf kann diese Frist um einen Monat auf Antrag des Komitees oder des Einnehmers verlängert werden.

Bei Billigungsverweigerung, muss das Komitee bzw. der Einnehmer die von ihm zur Billigung gestellten Bedingungen festlegen und begründen. Die Billigung gilt als gewährt, wenn das Komitee bzw. der Einnehmer die im vorstehenden Absatz erwähnte Frist ablaufen lässt.

KAPITEL V. — Verpachtung der gewinnungsberechtigten Grundstücke

Art. 13. Im Falle eines Landpachtvertrags und wenn keine Einigung zwischen den Parteien erzielt wird, darf der Unternehmer über die in einer Gewinnungsberechtigung erwähnten Grundstücke erst nach der Ernte der darauf zur Zeit der Erteilung dieser Berechtigung heranwachsenden Produkte verfügen. Die dem Landpächter schuldigen Abfindungen sind diejenigen, die in den Artikeln 45 und 46 des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag vorgesehen sind.

KAPITEL VI. — Gewinnungsanträge und Einsprüche

Art. 14. § 1. Die Gewinnungsberechtigung ersetzt die in Artikel 41, § 1, Punkt 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgesehene Genehmigung. Sie wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium nach gleichlautendem Gutachten des in Artikel 42, § 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten beauftragten Beamten und nach Gutachten der Verwaltung erteilt.

Vor dem Gutachten der Verwaltung:

1° veranstaltet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine öffentliche Untersuchung;

2° gibt der in Artikel 42, § 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches bezeichnete beauftragte Beamte nach Kenntnisnahme des öffentlichen Untersuchungsberichts ein Gutachten ab, in dem er eventuell die zur Bestimmung der in Artikel 15c und d erwähnten Massnahmen notwendigen Elemente festlegt; das Gutachten des Beamten wird der Verwaltung zugestellt.

Die Gutachten müssen begründet werden.

Der Erlass kann gegebenenfalls durch die Behörde, die die Berechtigung erteilt hat, abgeändert, ausgesetzt oder aufgehoben werden.

§ 2. Der Antragsteller, die betreffenden Dritten und der in Artikel 42, § 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches bezeichnete beauftragte Beamte haben das Recht, Einspruch gegen die Beschlüsse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums vor der Exekutive einzulegen.

Der Einspruch hebt den angefochtenen Beschluss nur dann zeitweilig auf, wenn er von dem in Artikel 42, § 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches bezeichneten beauftragten Beamten erhoben worden ist.

Die Exekutive legt die zur Befindung über den bzw. die erhobenen Einsprüche vorgesehene(n) Frist(en) fest.

§ 3. Die Exekutive bestimmt das Verfahren und die Modalitäten der Gewährung, einschliesslich der im Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt vorgesehenen öffentlichen Untersuchung und Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

Die Exekutive bestimmt ebenso das Verfahren und die Modalitäten der Verweigerung, der Aufhebung, des Entzugs und der Beschwerde in bezug auf die Berechtigung.

§ 4. Die Beschlüsse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums und der Exekutive werden begründet.

Die Gewinnungsberechtigung kann insbesondere wegen der in den Artikeln 42 und 43 der Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgesehenen Gründe verweigert werden. Sie kann Bedingungen vorschreiben oder die durch dieselben Bestimmungen vorgesehenen Abweichungen zulassen.

Art. 15. Die in Artikel 14 erwähnte Gewinnungsberechtigung bestimmt insbesondere :

- a) die Abbauphasen;
- b) die zu ergreifenden Massnahmen, um die durch den Abbau verursachte Umweltbelastung einzuschränken;
- c) die entweder im Laufe der Arbeiten, oder am Ende des Abbaus vorzusehenden Massnahmen, um den benutzten Boden und gegebenenfalls die durch den Abbau beschädigten Parzellen wiederherzustellen;
- d) die in Artikel 16 erwähnte Sicherheitsleistung.

KAPITEL VII. — Sicherheitsleistung und allgemeine Betriebsbedingungen

Art. 16. Der Gewinnungsberechtigte muss vor dem Beginn der Arbeiten eine Sicherheit zwecks Gewährleistung der Erfüllung seiner Verpflichtungen bezüglich der Wiederherstellung der Örtlichkeiten leisten. Diese Sicherheitsleistung besteht aus der solidarischen und unwiderruflichen Bürgschaft einer von der Exekutive anerkannten Finanzinstitution bis in Höhe des in Anwendung des vorliegenden Artikels festgelegten Betrags.

Die Exekutive bestimmt die Berechnungsweise der sukzessiven Werte dieser Sicherheitsleistung aufgrund des erreichten Stands der bereits ausgeführten Abbau- und Wiederherstellungsarbeiten.

Art. 17. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten der Teil- bzw. der Vollerlastung, die dem Unternehmer, der sämtliche Verpflichtungen hinsichtlich der Wiederherstellung der Örtlichkeiten erfüllt hat, durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium erteilt wird, sowie die Modalitäten für die Inanspruchnahme der Sicherheitsleistung, falls die besagte Stelle die Nichtbeachtung dieser Verpflichtungen feststellt.

Eine Beschwerde gegen die in diesem Bereich gefassten Beschlüsse steht dem Unternehmer offen. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten für diese Beschwerde.

TITEL III. — AUFSICHT UND STRAFEN

Art. 18. Jeder Steinbruch und seine Nebenanlagen werden unter die Leitung eines Betriebsverantwortlichen, der dem Personal des Unternehmens angehört, gestellt.

Der Betriebsverantwortliche hat die Aufgabe, für die Beachtung der Gesetze, Dekrete, Verordnungen und Erlasse, deren Ausführung Sache der zuständigen Beamten ist, zu sorgen. Er ordnet alle als notwendig anerkannten Massnahmen an, um die Einhaltung des vorstehenden Absatzes sicherzustellen sowie um den Massnahmen, die die Behörden und die zuständigen Beamten im Rahmen ihrer Aufgabe erlassen können, nachzukommen. Er sorgt für die Ausführung dieser Massnahmen. Er vertritt den Unternehmer bei den Behörden und bei den zuständigen Beamten.

Der Betriebsverantwortliche wird mit einem Schreiben den in Artikel 19 bezeichneten zuständigen Beamten namhaft gemacht. Er zeichnet dieses Schreiben für Annahme gegen.

Art. 19. § 1. Unabhängig von den Aufgaben, die den Bürgermeistern und den Strafverfolgungsbeamten anvertraut werden, wird die Aufsicht über die Steinbrüche und ihre Nebenanlagen von den zuständigen Beamten gemäss nachstehender Unterscheidung ausgeübt.

1. die Oberaufsicht über die Steinbrüche und ihre Nebenanlagen wird von den Verwaltungsbeamten und -bediensteten ausgeübt; nur diese sind zuständig, um die Verletzungen der Bestimmungen dieses Dekrets und seiner Ausführungserlasse einerseits, und der Betriebsbedingungen andererseits zu ermitteln und protokollarisch festzuhalten;

2. in Abweichung von Punkt 1 ist der in Artikel 42, § 1, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnte beauftragte Beamte zuständig, um die Verletzungen des Artikels 4 des vorliegenden Dekrets und die Verstösse gegen die nach Artikel 15c festgelegten Bedingungen für die nach dem Abbau ausgeführte Gestaltung bzw. Wiederherstellung der Örtlichkeiten zu ermitteln und protokollarisch festzuhalten.

§ 2. Eine Abschrift des Protokolls ist bei Strafe der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden innerhalb fünfzehn Tagen nach Feststellung der Verletzung zuzusenden.

§ 3. Die in § 1 bezeichneten Beamten und Bediensteten haben freien Zugang zu den Einrichtungen, die vorliegendem Dekret unterliegen.

Der Unternehmer stellt ihnen die offiziellen Pläne der Anlagen sowie die offiziellen Texte, die deren Betrieb regeln, zur Verfügung.

§ 4. Die Exekutive kann die Unterlagen und Auskünfte, die der Unternehmer aufzustellen und den obenerwähnten Beamten zu erteilen hat, festlegen, damit diese ihre Aufsicht ausüben können. Sie kann die Form dieser Unterlagen, die Zeitabstände zwischen ihrer Übermittlung an die zuständigen Beamten und ihre Endbestimmung festlegen.

Art. 20. Die in Artikel 19 bezeichneten Beamten und Bediensteten dürfen, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, dem Unternehmer mündlich an Ort und Stelle anordnen, die Arbeiten einzustellen, wenn sie feststellen, dass diese ohne Genehmigung ausgeführt werden, oder dass sie nicht den Bedingungen der Genehmigung entsprechen.

Das Feststellungsprotokoll wird dem Betriebsverantwortlichen per Einschreiben zugestellt.

Der Betreffende darf, auf dem Wege der einstweiligen Verfügung, die Aufhebung der Massnahme gegen die Region beantragen. Der Antrag wird vor den Präsidenten des erstinstanzlichen Gerichts, in dessen Bezirk die Abbauarbeiten ausgeführt worden sind, gebracht. Buch II, Titel VI der Zivilprozessordnung findet bei der Stellung und bei der Bearbeitung des Antrags Anwendung.

Die Bürgermeister, die vorgenannten Beamten und Bediensteten sind dazu ermächtigt, alle Massnahmen, einschliesslich der Siegelanlegung, zu ergreifen, um die sofortige Anwendung des Einstellungsbefehls sicherzustellen.

Wer die Arbeiten oder Handlungen dem Einstellungsbefehl entgegen fortführt, wird unabhängig von den in Artikel 21 vorgesehenen Strafen, mit einer Haftstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat bestraft.

In der Ausübung ihrer Aufgabe dürfen die obenerwähnten Beamten und Bediensteten die Unterstützung der Obrigkeit anfordern.

Art. 21. Wer gegen die Bestimmungen dieses Dekrets oder seiner Ausführungserlasse verstösst, wird mit einer Haftstrafe von fünfzehn Tagen bis sechs Monaten und mit einer Geldbusse von zweitausend bis zwanzigtausend Francs oder nur mit einer dieser Strafen belegt.

Wer die durch die Genehmigungsbeschlüsse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder den diese ersetzenden Erlass der Exekutive festgelegten Betriebsbedingungen verletzt, wird mit denselben Strafen belegt.

Bei Rückfälligkeit innerhalb zwei Jahren nach der Rechtskraft einer Verurteilung wegen einer der in diesem Artikel vorgesehenen Verletzungen werden die Strafen verdoppelt.

Die Bestimmungen des 1. Buches des Strafgesetzbuches, einschliesslich Kapitel VII und Artikel 85, finden bei diesen Verletzungen Anwendung, sowie bei denjenigen, die in Artikel 20 vorgesehen sind.

Art. 22. § 1. Wenn der Abbau ohne Genehmigung unternommen worden ist, ordnet das Gericht ferner, auf Antrag der Bürgermeister oder der Verwaltung oder des in Artikel 42, § 1, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten beauftragten Beamten an:

a) entweder die Örtlichen instandzusetzen;

b) oder die Wiederherstellung der Örtlichkeiten auszuführen.

Zu diesem Zweck bestimmt das Gericht eine Frist, die nicht mehr als zwei Jahre betragen darf.

Hinsichtlich der unmittelbaren Wiedergutmachung sind die Rechte der Zivilpartei auf die Wiedergutmachung beschränkt, die von der zuständigen Behörde gewährt wird, unbeschadet des Anspruchs auf Entschädigung zu Lasten des Verurteilten.

§ 2. Werden die Örtlichkeiten nicht instand gesetzt oder die Arbeiten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist ausgeführt, so verfügt das Urteil unbeschadet der Anwendung von Kapitel XXIII des Buches IV des vierten Teils der Zivilprozessordnung, dass der Bürgermeister, die Verwaltung, der in Artikel 42, § 1, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches bezeichnete Beamte, der Ständige Ausschuss des Provinzialrats und gegebenenfalls die Zivilpartei seine Vollstreckung von Amts wegen veranlassen dürfen. Die Verwaltung bzw. die Privatperson, die das Urteil vollzieht, ist berechtigt, die sich aus der Instandsetzung der Örtlichkeiten ergebenden

Materialien und Gegenstände zu verkaufen, abzufördern, zu lagern und sie an einem von ihr gewählten Ort zu zerstören. Der Verurteilte ist verpflichtet, sämtliche Vollzugskosten abzüglich des Verkaufspreises der Materialien und Gegenstände auf Vorlage einer vom Pfändungsrichter taxierten und für vollstreckbar erklärten Aufstellung zurückzuerstatten.

Art. 23. Die Ladung vor das Strafgericht nach Artikel 22 wird auf Betreiben des Zustellbeamten beim zuständigen Hypothekenregisteramt eingetragen.

Die Ladung muss die Katasterbezeichnung der durch die Verletzung betroffenen Immobilie enthalten, und ihren Eigentümer namhaft machen, und zwar in der Form und mit der Auflage, die durch Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Oktober 1913 zur Abänderung des Hypothekengesetzes und des Gesetzes über die Zwangsenteignung und zur erneuten Regelung der Organisation des Hypothekenregisteramtes vorgesehen sind.

Jeder Beschluss, der in diesem Bereich ergeht, wird nach dem durch Artikel 84 des Hypothekengesetzes vorgesehenen Verfahren am Rand der Eintragung der Ladung oder der Zustellungsurkunde vermerkt.

Dasselbe gilt für die Bescheinigung des in Artikel 42, § 1, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten beauftragten Beamten, durch die belegt wird, dass das Urteil vollzogen worden ist, oder dass der Betreffende die vorgeschriebene Genehmigung endgültig erhalten und die Arbeiten den Verordnungsvorschriften und der Berechtigung bzw. der Erlaubnis entsprechend ausgeführt hat.

Wenn die öffentlichen Behörden oder die Dritten wegen Nichthandelns des Verurteilten verpflichtet sind, die Vollstreckung des Urteils zu veranlassen, wird die aus diesem Grund zu ihren Gunsten entstehende Forderung durch eine gesetzliche Hypothek gedeckt, deren Eintragung, Wiedereintragung, Beschränkung oder deren völlige bzw. teilweise Löschung in Gemässheit der Bestimmungen der Kapitel IV und V des Hypothekengesetzes vorgenommen werden.

Diese Sicherheit erstreckt sich auf die Forderung, die aus dem von ihnen gewährten Vorschuss für die zu Lasten des Verurteilten gehenden Kosten der hypothekarischen Förmlichkeiten entstanden ist.

TITEL IV. — SCHLUSSBESTIMMUNGEN

KAPITEL I. — Abänderungsbestimmungen

Art. 24. In das Wallonische Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch wird ein Artikel 45ter folgenden Wortlautes eingefügt:

Artikel 45ter — In Abweichung von Artikel 41 wird die Genehmigung nach der in Artikel 14 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche vorgesehenen Weise erteilt.

KAPITEL II. — Aufhebungsbestimmungen

Art. 25. Die Artikel 3, 4, 84 bis 112 der durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Gruben, Erztagebaue und Steinbrüche, die Artikel 8 bis 12 des Königlichen Erlasses vom 5. Mai 1919 zur Festlegung der allgemeinen polizeilichen Vorschriften über die Gruben, Erztagebaue und Steinbrüche, abgeändert durch das Gesetz vom 19. August 1948 und, hinsichtlich der Erztagebaue und der Steinbrüche unter Tage, durch den Königlichen Erlass vom 20. September 1950, der Königliche Erlass vom 14. August 1933 betreffend die polizeilichen Vorschriften und die Aufsicht über die Steinbrüche über Tage, der durch den Königlichen Erlass vom 11. September 1962 abgeänderte Königliche Erlass vom 15. April 1959 über die Erlaubnis, Lagerstätten über Tage abzubauen, die Titel I und II des durch den Königlichen Erlass vom 4. August 1959 abgeänderten Königlichen Erlasses vom 2. April 1935 zur Festlegung der polizeilichen Vorschriften und der Aufsicht über die Steinbrüche unter Tage, sind aufgehoben. Die in der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und ihren Anlagen enthaltenen Bestimmungen über die Steinwerke und ihre Nebenanlagen sind aufgehoben.

KAPITEL III. — Übergangsbestimmungen

Art. 26. Die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erteilten Berechtigungen und Genehmigungen gelten als Gewinnungsberechtigungen.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann jedoch für die sich noch nicht im Abbaustadium befindlichen Teile des Vorkommens dem Gewinnungsberechtigten Massnahmen in Sachen Wiederherstellung der Örtlichkeiten und Sicherungsleistung auferlegen.

In Abweichung von Artikel 25 finden die früheren Bestimmungen bei Klagen Anwendung, die aufgrund der durch dieses Dekret aufgehobenen Bestimmungen eingereicht worden sind.

Die durch die Artikel 16 und 17 festgelegte Verfahrensweise für die Bestimmung der Verpflichtungen hinsichtlich der Wiederherstellung der Örtlichkeiten und der Sicherheitsleistung findet Anwendung.

Art. 27. Wenn das Abbauvorhaben an einem noch nicht in einem Sektorenplan ausgewiesenen Ort liegt, wird in Abweichung von Artikel 5 die Genehmigung durch die zuständige Stelle nach den Modalitäten des Artikels 14 erteilt.

KAPITEL IV. — Koordinierung

Art. 28. Die Exekutive darf die Bestimmungen dieses Dekrets mit denjenigen des Dekrets des Wallonischen Regionalrats über die Gruben und mit denjenigen der durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Gruben, Erztagebaue und Steinbrüche, soweit sie Angelegenheiten betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, sowie mit den Bestimmungen, die sie zum Zeitpunkt der Festlegung der Koordinierung ausdrücklich oder stillschweigend abgeändert haben würden, koordinieren.

Zu diesem Zweck ist sie berechtigt:

- 1° die Reihenfolge, die Numerierung und, im allgemeinen, die Gestaltung der zu koordinierenden Bestimmungen abzuändern;
- 2° die in den zu koordinierenden Bestimmungen etwaig enthaltenen Verweise abzuändern, um sie auf die neue Numerierung abzustimmen;
- 3° die Abfassung der zu koordinierenden Bestimmungen abzuändern, um ihre Übereinstimmung sicherzustellen und ihre Terminologie einheitlich zu gestalten, mit der Massgabe, dass die in diesen Bestimmungen festgelegten Grundsätze nicht angetastet werden dürfen;
- 4° den Titel der Koordinierung bzw. Koordinierungen festzulegen;
- 5° die Gestaltung der Verweise auf die in der Koordinierung enthaltenen Bestimmungen anzupassen, die von anderen Bestimmungen, die in der Koordinierung nicht aufgeführt sind, angebracht werden.

KAPITEL V. — *Inkrattreden*

Art. 29. Die Bestimmungen dieses Dekrets treten an dem von der Exekutive festgelegten Tag und spätestens ein Jahr nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Verkünden das vorliegende Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.
Namür, den 27. Oktober 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,
B. ANSELME

De Minister der lokalen Behörden, der bezuschussten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,
A. COOLS

Des Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Des Minister der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete,
der Beschäftigung und des Regionalen öffentlichen Amtes,
E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Neuen Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und der Energie für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1053

27 OKTOBER 1989. — Decreet op de groeven (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — DEFINITIES

Art. 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder het Bestuur: de Dienst Ondergrondse Hulpbronnen van de Algemene directie van natuurlijke bronnen en leefmilieu.

Art. 2. Groeven zijn bedrijven die ondergronds of bovengronds gelegen delfstofafzettingen winnen en exploiteren en niet bij de mijnen zijn ingedeeld.

Art. 3. Bijhorigheden van groeven zijn inrichtingen die al dan niet nabij de bedrijven zijn gelegen en die voor de exploitatie van de daar gewonnen stoffen nodig zijn.

Die bijhorigheden omvatten met name, naast de daar geplaatste motoren en apparaten, de opslagplaatsen voor de uit de groef gewonnen stoffen vóór, tijdens of na de verwerking, de opslagplaatsen voor de verschillende materialen die bij de verwerking van de uit de groef gewonnen stoffen worden gebruikt, de werkplaatsen waar de gewonnen stoffen worden gewassen, mechanisch toebeleid of fysisch ofwel chemisch verwerkt, de installaties voor de verpakking en verzending van de stoffen, de installaties waar de gewonnen stoffen worden omhuld, de opslagplaatsen voor ontvlambare vloeistoffen of samengeperste vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen, de elektriciteitsgeneratoren en -transformatoren, de laboratoria, de verbrandingsmotoren, de smederijen en werkplaatsen waar werktuigen en gereedschappen van het bedrijf worden hersteld, de magazijnen die als opslagplaatsen dienen voor stoffen die voor de exploitatie nodig zijn, met uitzondering van de springstoffen. Worden eveneens als bijhorigheden beschouwd: de bijhorigheden van de installaties die door een derde worden ontgonnen en binnen de afperking van de groef of nabij die groef zijn gelegen.

Gelden echter niet als bijhorigheden: de woongebouwen alsmede de toegangswegen en wegen gelegen buiten de omtrek van het bedrijf.

TITEL II. — DE GROEVEN

HOOFDSTUK I. — *Winningsvergunningen*

Art. 4. De groeven en hun bijhorigheden vallen niet onder de toepassing van de regeling over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke instellingen. Zij kunnen slechts worden ontgonnen na toekenning van de in artikel 14 bedoelde winningsvergunning.

Art. 5. De winningsvergunningen worden gegeven in overeenstemming met de voorschriften van de gewestplannen opgemaakt met toepassing van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw.

(1) *Zitting 1988-1989*

Stukken van de Raad. — Nr. 52 (SE 1988), nrs 1 tot 9.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van woensdag 19 oktober 1988. — Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK II. — *De Gewestelijke Adviescommissie voor de ontginning van de groeven*

Art. 6. Er wordt een Gewestelijke Adviescommissie voor de ontginning van de groeven opgericht. Die Commissie bestaat voor één derde uit ambtaren, voor één derde uit vertegenwoordigers van de exploitanten en voor één derde uit vertegenwoordigers van de verschillende belanghebbenden, aangewezen door de Executieve.

De Executieve bepaalt het aantal leden van de Commissie, de modaliteiten voor hun voordracht en de werking van de Commissie.

Art. 7. De Gewestelijke Commissie heeft als opdracht :

- a) de Executieve op de hoogte te brengen van alle aspecten die betrekking hebben tot de ontginning en de winning in de groeven;
- b) advies uit te brengen over de ontwerpen van infrastructuurwerken ten aanzien van de rationele ontginning van minerale stoffen;
- c) voorstellen te doen over de eventuele herziening van de gewestplannen;
- d) advies uit te brengen over alle vraagstukken die haar door de Executieve worden voorgelegd.

HOOFDSTUK III. — *Recht tot bezetting en ontginning van gronden toebehorende aan andere personen*

Art. 8. Bij ontstentenis van machtiging door de eigenaar mag de Executieve aan elke onderneming die erom vraagt het recht geven de gronden toebehorende aan andere personen te bezetten en te ontginnen om de verzorging van een ontginningszetel waar diezelfde stoffen sinds tenminste vijf jaar worden gewonnen, te verzekeren, op voorwaarde dat die gronden binnen zijn ontginningsomtrek zijn gelegen of ervan uitspringen en dat ze de economische en rationele ontginning van de afzetting hinderen, er voor zover de afzettingsreserves die het voorwerp uitmaken van dit recht niet nodig zijn voor de voortzetting van de industriële activiteiten of voor de volgende aflossing van de installaties van een gelijksoortige naburige onderneming die die gronden bezat.

De te volgen procedure om zulke rechten te verkrijgen wordt bepaald door de Executieve en omvat inzonderheid een openbaar onderzoek.

De titularis van het recht gronden toebehorende aan andere personen te bezetten en te ontginnen is de eigenaar van die gronden een vergoeding verschuldigd waarvan het bedrag bij ontstentenis van minnelijke overeenstemming tussen de partijen zal worden bepaald overeenkomstig de procedure voorzien door de wet van 26 juli 1962 betreffende de spoedprocedure inzake onteigening ten algemene nutte.

HOOFDSTUK IV. — *Aankoop, verkaveling en terbeschikkingstelling van onroerende goederen ten behoeve van de ontginning*

Art. 9. Het Gewest, de provincies, de gemeenten en de door de Executieve aangewezen publiekrechtelijke personen kunnen de onroerende goederen die voor de ontginning, de aanleg van hun toegangswegen of de aanvullende infrastructuurwerken nodig zijn, ten algemene nutte onteigenen en aankopen voor zover de afzettingsreserves die het voorwerp van de onteigening uitmaken niet nodig zijn voor de voortzetting van de industriële activiteiten of voor de voldoende aflossing van de installaties van een gelijksoortige naburige onderneming die die gronden bezat.

De provincies, gemeenten en publiekrechtelijke personen moeten door de Executieve daartoe worden gemachtigd.

Art. 10. Er wordt een plan bij het besluit gevoegd. Dit plan vermeldt de ligging, de grenzen van de onteigeningen alsmede de grenzen van de terreinen bestemd voor de ontginning, de toegangswegen en de aanvullende infrastructuurwerken.

Art. 11. § 1. Het besluit wordt voorafgegaan door een openbaar onderzoek met een duur van vijftien dagen, uitgevoerd door de onteigende instantie. Bovendien moet de onteigende instantie een bericht zenden aan een ieder die, volgens de opgaven van het kadaster, eigenaar of medeëigenaar is van de onroerende goederen gelegen op de bovenvermelde terreinen of van de onroerende goederen die voor de aanleg van de toegangswegen naar die terreinen of voor de aanvullende infrastructuurwerken nodig zijn.

De wegen die door de onteigende onroerende goederen gaan, worden aan hun vroegere bestemming onttrokken. De erfdienstbaarheden waarmee die goederen zijn bezwaard, vervallen.

Het recht van teruggave voorzien in artikel 23 van de wet van 17 april 1835 betreffende de onteigening ten algemene nutte kan voor de door dit artikel bedoelde onteigeningen niet worden ingeroepen.

§ 2. a) Ongeacht de betrokken publiekrechtelijke personen, kunnen de bij de Minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren opgerichte Aankoopcomités van onroerende goederen belast worden met alle aankopen, met het instellen van vervolgingen en met de leiding van de procedures inzake onteigeningen van onroerende goederen die met toepassing van dit decreet moeten uitgevoerd worden. De voorzitter van de Aankoopcomités zijn bevoegd om de publiekrechtelijke onteigende instantie voor de rechtbanken te vertegenwoordigen.

Wanneer de publiekrechtelijke persoon geen beroep doet op het Comité moet ieder aanbod dat zij van plan is minnelijk of gerechtelijk te doen door dit Comité geïnteresseerd worden; er dient bij dit ontwerp van aanbod een rechtvaardigend verslag gevoegd te worden. Het comité moet zijn visum of visumweigering betekenen binnen een termijn van één maand na ontvangst van het dossier houdende het ontwerp van aanbod. Zo nodig kan die termijn op aanvraag van het Comité met één maand worden verlengd. Bij een met redenen omkleed besluit en op aanvraag van de betrokken publiekrechtelijke persoon kan de Executieve de visumweigering van het Comité negeren.

b) In geval van onteigening wordt er gehandeld overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de spoedprocedure inzake onteigening ten algemene nutte.

c) De achtereenvolgens besloten onteigeningen met het oog op de oprichting van een voor industriële ontginning nodig complex worden voor de schatting van de waarde van de onteigende goederen als een geheel beschouwd.

Bij de schatting van de waarde van het onteigende goed kan er dus geen rekening worden gehouden met een waardevermeerdering van dit goed ten gevolge van zijn inlassing in dit complex.

Art. 12. § 1. De met toepassing van de artikelen 9 tot 11 aangekochte terreinen worden ter beschikking van de gebruikers gesteld bij verhuring, verpachting, erfpachting of verkoop.

De akte van terbeschikkingstelling moet een clause bevatten ter bepaling van de economische activiteit die op dit terrein moet worden uitgeoefend alsmede de andere modaliteiten inzake aanwending ervan, met name de datum waarop de activiteit zou moeten beginnen.

In geval van verkoop moet de akte ook een clause bevatten volgens welke het Gewest of de publiekrechtelijke persoon een recht van wederinkoop op het terrein heeft wanneer de gebruiker ophoudt de vermelde economische activiteit uit te oefenen of wanneer hij de aanwendingsmodaliteiten niet in acht neemt.

In dit geval en bij ontstentenis van overeenstemming tussen de partijen wordt de wederinkoopprijs van de terreinen bepaald door de bij de Minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren ingestelde Aankoopcomités van onroerende goederen die in het kader van de procedure inzake onteigening handelen.

Anderzijds en bij ontstentenis van overeenstemming tussen de partijen worden het materieel en de werktuigen, de gebouwen en de infrastructuur opgericht sinds het goed door het Gewest of een publiekrechtelijke persoon is overgedragen, betaald voor hun verkoopwaarde op het ogenblik van de wederinkoop van het terrein. Die waarde wordt bepaald door de in het vierde lid bedoelde Aankoopcomités van onroerende goederen.

In geval van verkoop kan de gebruiker het goed slechts doorverkopen met toestemming van het Gewest of van de publiekrechtelijke persoon-verkoopster; de in lid twee en drie bedoelde clausules moeten in de verkoopakte worden vermeld.

§ 2. Ongeacht de betrokken publiekrechtelijke persoon worden de bij de Minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren opgerichte Aankoopcomités van onroerende goederen alsmede de ontvangers van domeinen bevoegd om — zonder bijzondere formaliteiten en volgens de in paragraaf 1 voorziene bepalingen — over te gaan tot de minnelijke verkoop of de verhuur — voor een tot negenennegentig jaar beperkte duur — van onroerende goederen aangekocht of onteigend krachtens dit decreet of van domaniale onroerende goederen waaraan de Executieve een door dit decreet voorziene bestemming zou beslissen te geven. Er mogen grossen worden opgemaakt van de in dit lid bedoelde akten.

De betrokken publiekrechtelijke personen kunnen de door hen krachtens dit decreet aangekochte of onteigende onroerende goederen zelf verkopen, verhuren of verpachten. Wanneer de publiekrechtelijke persoon geen beroep doet op het Comité of de ontvanger, moet zijn het ontwerp van verkoop-, verhuurings- of verpachtingsakte hetzij door het Comité hetzij door de ontvanger laten viseren. Het Comité of de ontvanger moet zijn visum of visumweigering binnen een termijn van één maand na ontvangst van het dossier betekenen. Zo nodig kan die termijn op aanvraag van het Comité of van de aanvrager met één maand verlengd worden.

In geval van visumweigering bepaalt en motiveert het Comité of de ontvanger de voor het verstrekken van het visum vereiste voorwaarden. Het visum wordt geacht verleend te zijn wanneer het Comité of de ontvanger de in het vorige lid bepaalde termijn laat verstrijken.

HOOFDSTUK V. — *Pacht van terreinen die het voorwerp uitmaken van een winningsvergunning*

Art. 13. In geval van pachtcontract en bij ontstentenis van overeenstemming tussen de partijen mag de exploitant over de terreinen die het voorwerp uitmaken van een winningsvergunning ten vroegste beschikken na het oogsten van de produkten die erop groeien op het ogenblik waarop de vergunning wordt verleend. De aan de pachter verschuldigde vergoedingen zijn degene die door de wet van 4 november 1969 betreffende het pachtcontract zijn voorzien.

HOOFDSTUK VI. — *De aanvragen om winningsvergunning en het beroep*

Art. 14. § 1. De winningsvergunning vervangt de vergunning voorzien in artikel 41, § 1, 2^o, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw. Ze wordt toegekend door het College van burgemeester en schepenen op gelijkkluidend advies van de gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en op advies van het Bestuur.

Vóór het advies van het Bestuur :

1. stelt het College van burgemeester en schepenen een openbaar onderzoek in;
2. en na kennis te hebben genomen van het verslag van het openbaar onderzoek brengt de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde gemachtigde ambtenaar een advies uit waarin hij in voorkomend geval de elementen vaststelt die noodzakelijk zijn voor het bepalen van de in artikel 15c en d bedoelde maatregelen; het advies van de ambtenaar wordt meegedeeld aan het Bestuur.

De adviezen zijn met redenen omkleed.

Het besluit kan door de overheid die de vergunning heeft verleend gewijzigd, geschorst of, in voorkomend geval, ingetrokken worden.

§ 2. De aanvrager, de betrokken derde personen, de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde gemachtigde ambtenaar en het Bestuur kunnen beroep instellen tegen de beslissingen van het College van burgemeester en schepenen.

Het beroep werkt niet schorsend op de bestreden beslissing behalve wanneer dit beroep door de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde gemachtigde ambtenaar of door het Bestuur wordt ingesteld.

De Executieve stelt de termijn(en) vast om over het (de) ingediende beroep(en) te beslissen.

§ 3. De Executieve bepaalt de procedure en de modaliteiten inzake toekenning van de vergunning met inbegrip van het openbaar onderzoek en van de milieu-effecten-onderzoeken voorzien door het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van milieu-effecten-onderzoeken in het Waalse Gewest.

De Executieve bepaalt ook de procedure en de modaliteiten inzake weigering, wijziging, schorsing, intrekking en beroep ten opzichte van de vergunning.

§ 4. De besluiten van het College van burgemeester en schepenen en van de Executieve worden met redenen omkleed.

De winningsvergunning kan met name worden geweigerd voor de redenen voorzien in de artikelen 42 en 43 van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw. Die vergunning kan voorzien worden van voorwaarden of kan de door dezelfde bepalingen voorziene afwijkingen toestaan.

Art. 15. De in artikel 14 bedoelde winningsvergunning bepaalt met name :

- a) de ontginningsfasen;
- b) de maatregelen die moeten worden getroffen om de nadelen van de ontginning op het leefmilieu te verminderen;
- c) de maatregelen die moeten worden voorzien hetzij tijdens het werk, hetzij na de ontginning, met het oog op het weer in orde brengen van de ontgonnen grond en, in voorkomend geval, van de door de ontginning beschadigde percelen;
- d) de in artikel 16 bedoelde borgstelling.

HOOFDSTUK VII. — *De borgstelling en de algemene ontginningsvoorwaarden*

Art. 16. De houder van een winningsvergunning is verplicht, vóór het begin van het werk een borgsom te storten die als waarborg is bestemd voor het naleven van zijn verplichtingen betreffende het weer in orde brengen van het bedrijfsterrein. Die borgstelling bestaat in de hoofdelijke-en onherroepelijke waarborg van een door de Executieve erkende kredietinstelling ten belope van het bedrag bepaald met toepassing van dit artikel.

De Executieve bepaalt de wijze van berekening van de successieve waarden van die borgstelling op grond van de voortgang van de reeds uitgevoerde ontginningswerken en werken mét betrekking tot het weer in orde brengen van het bedrijfsterrein.

Art. 17. De Executieve bepaalt de modaliteiten van gedeeltelijke of gehele ontlasting toegekend door het College van burgemeester en schepenen aan de exploitant die aan al-zijn verplichtingen betreffende het weer in orde brengen van het bedrijfsterrein heeft voldaan. De Executieve bepaalt ook de modaliteiten van opseising van de borgsom wanneer zij vaststelt dat die verplichtingen niet in acht worden genomen.

De exploitant kan beroep instellen tegen de in dit verband genomen beslissingen. De Executieve bepaalt de modaliteiten van dit beroep.

TITEL III. — TOEZICHT EN STRAFBEPALINGEN

Art. 18. Iedere groef en haar bijhorigheden staan onder het gezag van een voor de ontginning verantwoordelijke persoon die deel uitmaakt van het personeel.

De voor de ontginning verantwoordelijke persoon heeft de opdracht te zorgen voor het naleven van de wetten, decreten, verordeningen en besluiten waarvan de bevoegde ambtenaren de uitvoering moeten verzekeren. Die verantwoordelijke schrijft alle maatregelen voor die nodig worden geacht om het naleven van het vorige lid te verzekeren en om aan de maatregelen te voldoen die de overheid en de bevoegde ambtenaren in het kader van hun opdracht kunnen opleggen. Hij zorgt voor de uitvoering van die maatregelen. Hij vertegenwoordigt de exploitant bij de overheid en de bevoegde ambtenaren.

De voor de ontginning verantwoordelijke persoon wordt in een brief aan de in artikel 19 vermelde bevoegde ambtenaren aangeduid. Die brief is voor aanvaarding medeondertekend door de verantwoordelijke.

Art. 19. § 1. Onverminderd de plichten toevertrouwd aan de burgemeesters en officieren van gerechtelijke politie wordt de toezicht op de groeven en hun bijhorigheden door de bevoegde ambtenaren op grond van volgende onderscheiding uitgeoefend :

1. De groeven en hun bijhorigheden staan onder het hoge toezicht van de ambtenaren en bedienden van het Bestuur; zij alleen zijn bevoegd om overtredingen enerzijds ten opzichte van dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan en anderzijds ten opzichte van de ontginningsvoorwaarden op te sporen of bij proces-verbaal vast te stellen.

2. In afwijking van punt 1 is de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde afgevaardigde ambtenaar bevoegd om overtredingen t.o.v. artikel 4 van dit decreet en t.o.v. de krachtens artikel 15c vastgestelde voorwaarden betreffende de inrichting en het weer in orde brengen van het bedrijfsterrein gedurende en na de ontginning op te sporen en bij proces-verbaal vast te stellen.

§ 2. Op straffe van nietigheid moet binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder een afschrift van het proces-verbaal worden afgegeven.

§ 3. De in § 1 bedoelde ambtenaren en bedienden hebben vrije toegang tot de inrichtingen, die onderworpen zijn aan dit decreet.

De exploitant houdt de officiële plannen van de installatie en de officiële teksten die er de ontginning van regelen tot hun beschikking.

§ 4. De Executieve kan de documenten en inlichtingen bepalen die de exploitant moet opmaken en aan de bovenvermelde ambtenaren moet overleggen om ze in staat te stellen hun toezicht uit te oefenen. De Executieve kan de vorm van deze documenten, de periodiciteit van hun mededeling aan de bevoegde ambtenaren en hun uiteindelijke bestemming vaststellen.

Art. 20. De in artikel 19 aangewezen ambtenaren en bediende kunnen, een ieder volgens zijn bevoegdheden, mondeling en ter plaatse aan de verantwoordelijke van de ontginning bevelen de werken de onderbreken indien zij vaststellen dat die werken zonder vergunning worden uitgevoerd of niet overeenkomen met de voorwaarden van de winningsvergunning.

Het proces-verbaal van vaststelling wordt per aangetekende brief aan de verantwoordelijke van de ontginning betekend.

De betrokkene kan in kort geding tegen het Gewest de opheffing van de beslissing vorderen. De aanvraag wordt ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in wiens rechtsgebied de ontginningswerkzaamheden werden uitgevoerd. Boek II, Titel IV, van het Gerechtelijk Wetboek is van toepassing op de indiening en behandeling van de aanvraag.

De bovenvermelde burgemeesters, ambtenaren en bedienden zijn gerechtigd alle maatregelen, met inbegrip van de verzegeling, te treffen om de onmiddellijke toepassing van het bevel tot werkonderbreking te verzekeren.

Ieder die zich tegen het bevel tot werkonderbreking heeft verzet door met het werk of andere verrichtingen door te gaan, wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand gestraft, ongeacht de straffen die artikel 21 voorziet.

De bovenvermelde ambtenaren en bedienden kunnen in de uitoefening van hun opdracht de bijstand van de gestelde overheid vorderen.

Art. 21. Wie de bepalingen van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot zes maanden en met een geldboete van tweeduizend tot twintigduizend frank of met één van die straffen alleen.

Wie de ontginningsbepalingen overtreedt, die in de machtigingsbesluiten van het College van burgemeester en schepenen of in het plaatsvervangend besluit van de Executieve zijn vastgesteld, wordt met dezelfde straffen gestraft.

Bij herhaling binnen één jaar na een vorige van kracht geworden veroordeling wegens één van de in dit artikel voorziene overtredingen worden de straffen verdubbeld.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de genoemde overtredingen en op degene die in artikel 20 zijn voorzien.

Art. 22. § 1. Wanneer zonder machtiging met de ontginning werd begonnen, beveelt de rechtbank bovendien op vordering van de burgemeester, van het Bestuur of van de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde gemachtigde ambtenaar :

- a) hetzij het weer in orde brengen van het terrein;
- b) hetzij de uitvoering van de inrichtingswerken.

De rechtbank stelt daartoe een termijn vast, die maximaal twee jaar mag bedragen.

De rechten van de burgerlijke partij zijn inzake rechtstreekse vergoeding beperkt tot die gekozen door de bevoegde overheid, onverminderd het recht op vergoeding ten laste van de veroordeelde.

§ 2. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek schrijft het vonnis voor dat de burgemeester, het Bestuur, de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde gemachtigde ambtenaar, de Bestendige Deputatie van de Provincieraad en eventueel de burgerlijke partij, wanneer het terrein niet weer in orde gebracht is of de werken binnen de voorgeschreven termijn niet zijn uitgevoerd, ambtshalve in de tenuitvoerlegging van dat vonnis kunnen voorzien. Het Bestuur of de particulier die het vonnis uitvoert mag de materialen en voorwerpen die voortkomen uit het weer in orde brengen van het terrein verkopen, vervoeren, opslagen en vernietigen op een door hem gekozen plaats. Na aftrek van het produkt uit de verkoop van de materialen en voorwerpen is de veroordeelde verplicht alle uitvoeringskosten onder overlegging van een door de beslagrechter begrote en uitvoerbaar verklaarde staat terug te betalen.

Art. 23. De dagvaarding voor de correctionele rechtbank krachtens artikel 22 wordt ten verzoeken van de gerechtsdeurwaarder die het exploit heeft opgemaakt in het hypotheekregister overgeschreven.

De dagvaarding moet de kadastrale gegevens van het onroerende goed dat het voorwerp is van de overtreding inhouden en de identiteit van de eigenaar van dat goed vaststellen, en wel in de vorm en onder de sanctie voorzien in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913 brengende wijzigingen in de hypotheekwet en in de wet op de gedwongen onteigening en regelende opnieuw de inrichting van de bewaring der hypotheeken.

Iedere beslissing uitgesproken in die zaak wordt als kanttekening vermeld op de dading van de dagvaarding of van het exploit overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 84 van de hypotheekwet.

Hetzelfde geldt voor het getuigschrift opgemaakt door de in artikel 42, § 1, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde gemachtigde ambtenaar, hetwelk bewijst dat het vonnis ten uitvoer werd gelegd of dat de betrokkene de voorgeschreven vergunning voorgoed heeft gekregen en dat hij de werken overeenkomstig de reglementaire bepalingen, de vergunning of de machtiging heeft uitgevoerd.

Wanneer de openbare besturen of de derden verplicht zijn ten gevolge van de nalatigheid van de veroordeelde in de tenuitvoerlegging van het vonnis te voorzien, is de schuldvordering die uit dien hoofde in hun voordeel wordt gefundeerd gewaarborgd door een wettelijke hypotheek waarvan de inschrijving, de vernieuwing, de vermindering of de gehele of gedeeltelijke doorhaling worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken IV en V van de hypotheekwet.

Die waarborg strekt zich uit tot de schuldvordering die voortvloeit uit de door hen verrichte betaling van het voorschot voor de lasten van de hypothecaire formaliteiten die voor de rekening van de veroordeelde zijn.

TITEL IV. — SLOTBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 24. In het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt een artikel 45^{ter} ingevoegd, dat luidt als volgt :

Art. 45^{ter}: In afwijking van artikel 41 wordt de vergunning verleend op de wijze bepaald in artikel 14 van het decreet van 27 oktober 1968 op de groeven.

HOOFDSTUK II. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 25. Opgeheven worden de artikelen 3, 4, 84 tot 112 van de wetten op de mijnen, graverijen en groeven gecoördineerd door het koninklijk besluit van 15 september 1919, de artikelen 8 tot 12 van het koninklijk besluit van 5 mei 1919 tot vaststelling van de algemene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1948 en bij het koninklijk besluit van 20 september 1950 wat de graverijen en ondergrondse groeven betreft, het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 betreffende de politie en het toezicht op de openluchtgroeven, het koninklijk besluit van 15 april 1959 betreffende de toelating om graverijen te ontginnen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 1962, de Titels I en II van het koninklijk besluit van 2 april 1935 houdende politiereglement en toezicht op de ondergrondse groeven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1959. Opgeheven worden de in het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en in de bijlagen ervan vermelde bepalingen betreffende de groeven en hun bijhorigheden.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 26. De toestemmingen en machtigingen toegekend voor de inwerkingtreding van dit decreet gelden als winningsvergunningen.

Voor de gedeelten van afzettingen die nog niet ontgonnen worden, kan het College van burgemeester en schepenen aan de houder van een winningsvergunning echter maatregelen opleggen in verband met het weer in orde brengen van het bedrijfsterrein en de borgstelling.

In afwijking van artikel 25 zijn de vroegere bepalingen van toepassing op de geschillen die ingediend zijn krachtens de door dit decreet opgeheven bepalingen.

De in de artikelen 16 en 17 vastgestelde procedure om de verplichtingen te bepalen betreffende het weer in orde brengen van het bedrijfsterrein en de borgstelling is van toepassing.

Art. 27. In afwijking van artikel 5 en wanneer het toekomstige bedrijf op een gebied ligt dat nog niet in een gewestplan is opgenomen, wordt de vergunning door de bevoegde overheid volgens de modaliteiten van artikel 14 toegekend.

Art. 28. De Executieve kan de bepalingen van dit decreet coördineren met die van het decreet van de Waalse Gewestraad op de mijnen en met die van de wetten op de mijnen, graverijen en groeven gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919, voor zover die bepalingen betrekking hebben op materies die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren, en ook met de bepalingen door welke ze uitdrukkelijk of stilzwijgend zouden zijn gewijzigd op het tijdstip van de coördinatie.

Te dien einde kan de Executieve :

1. de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;
2. de verwijzingen in de te coördineren bepalingen vernummern en in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering;
3. de redactie van de te coördineren bepalingen veranderen met het oog op hun overeenstemming en de eenheid van de terminologie, zonder afbreuk te doen aan de beginselen die vervat zijn in deze bepalingen;
4. de titel van de coördinatie of van de coördinaties vaststellen;
5. de inkleding aanpassen van de verwijzingen naar in de coördinatie opgenomen bepalingen door andere bepalingen die daarin niet zijn opgenomen.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 29. De bepalingen van dit decreet treden in werking op de datum vastgesteld door de Executieve en ten laatste één jaar na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekerdigmaakt wordt.

Namen, 27 oktober 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de K.M.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Gesubsidieerde Werken en het Water voor het Waalse Gewest,

A. COOLS

De Minister voor de Begroting, de Financiën en de Huisvesting voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden, de Tewerkstelling en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

E. HISMANS

De Minister voor de Ruimtelijke Ordening, de Nieuwe Technologieën en de Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Energie voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 89 — 1054

16 MARS 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon d'exécution du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988 notamment les articles 94 et 96, § 2;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 25 avril 1983 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de prévoir sans délai les modalités pratiques de la transformation à partir du 1^{er} janvier 1989 des chômeurs mis au travail en contractuels subventionnés afin d'assurer la continuité de l'occupation du personnel nécessaire à la bonne marche des services;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Chapitre II du Titre III de la loi : le Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

2^o Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Emploi dans ses attributions;

3^o Le pouvoir public : le pouvoir public visé à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, du Chapitre II du Titre III de la loi; Y sont assimilés les organismes visés à l'article 93, alinéa 2, a) et b) du Chapitre II du Titre III de la loi;

4^o Le Forem : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.